

raient dans le budget Crosbie en alourdissant le fardeau de ceux que le budget Crosbie avait cherché à protéger.

C'est vraiment le comble de l'absurdité que d'écouter le ministre des Finances parler de crédibilité à ce stade-ci des délibérations. Les mesures budgétaires qu'il a proposées sont parmi les plus impressionnantes de notre époque. Il a bien soigné son apparence et son langage pour venir nous expliquer pourquoi, l'année prochaine, le prix de l'essence et du mazout serait plus élevé que ce que prévoyait le budget que nous avons présenté il y a quelques mois. Il a réussi à retarder de quelques mois le jour du règlement des comptes, mais ce jour-là les mesures qu'il préconise frapperont plus fort que toute modification budgétaire que nous préconisons.

Par suite de ce budget, les familles canadiennes verront leur facture de chauffage doubler. C'est pourtant le parti au pouvoir qui promettait, pendant la campagne électorale, de ne pas hausser le prix du gaz et du pétrole, tout comme il avait promis, en 1974, de s'opposer au contrôle des prix et des salaires, pour ensuite briser sa promesse. C'est ça la crédibilité? Les députés ne doivent pas oublier que le gouvernement libéral continue néanmoins, à coups de subventions astronomiques, de maintenir le prix du gaz et du pétrole, à un niveau acceptable. Mais voici que ce prix va maintenant augmenter pour dépasser largement celui que prévoyait l'an dernier le budget de M. Crosbie. Ces subventions auront donc été versées pendant des années en pure perte.

● (1650)

Ce qu'il y a de plus insidieux dans ce budget, c'est qu'il révèle l'intention du gouvernement fédéral de mettre la main, petit à petit, sur les industries d'extraction. Nous venons d'emprunter—et ce n'est là que la pointe de l'iceberg, si j'ai bien interprété les bouffonneries d'en face—la voie que le gouvernement travailliste avait fait suivre à l'industrie britannique avec son programme de nationalisation. Je m'oppose à une telle politique, bien qu'elle puisse satisfaire, par son esprit sinon par son rythme, nos amis qui siègent à gauche. Ce gouvernement, qui a mené le pays à un déficit de 14 milliards de dollars, essaie maintenant d'aggraver ce méfait en s'appropriant quelque 24 p. 100 des recettes pétrolières. Il n'est pas question de réduction à cet égard. Ils n'ont rien fait.

Une voix: Vous n'avez rien appris!

M. Nielsen: Monsieur l'Orateur, quelqu'un là-bas dit que nous n'avons rien appris. Mais nous ne voulons pour rien au monde apprendre ces procédés qui relèvent de la fraude, de la sournoiserie et de la roublardise. Si nous en sommes là au Canada, si nous devons apprendre, pour occuper à nouveau les sièges d'en face, à tromper les gens comme le gouvernement le fait, alors notre pays serait vraiment tombé bien bas.

Je ne blâme pas les électeurs canadiens d'avoir une si mauvaise opinion des politiciens. Je voudrais leur faire remarquer, cependant, que ce sont ces gens, en face, qui ont détenu le pouvoir pendant la plus grande partie du dernier demi-siècle.

Un gouvernement qui se présente à la Chambre pour réclamer le droit de soutirer à l'industrie pétrolière près d'un quart de ces recettes afin de remédier au malaise économique dont il est lui-même responsable, se conduit exactement comme un ivrogne qui demande un litre de whisky pour se guérir de son éthyisme. Car c'est exactement ce genre de remède que le

Le budget—M. Nielsen

gouvernement recherche. Ces gens n'éprouvent aucun repentir, ils ne veulent même pas admettre qu'ils ont fait les dépenses les plus folles que notre pays ait jamais connues, accumulant une dette qui a grossi de huit fois ou de huit fois et demie pendant la douzaine d'années qu'ils ont passée au pouvoir, une dette qui atteindra avant la fin de cette année financière 16 milliards de dollars, d'après mes estimations, et non pas 14. Ce sont les plus grands dépensiers de toute l'histoire de notre pays.

Nous avons en même temps le taux de chômage le plus élevé dans l'histoire du pays, le taux d'intérêt le plus élevé dans l'histoire du pays et maintenant les combustibles les plus coûteux dans l'histoire du pays, et tout cela, après une campagne électorale au cours de laquelle ils ont affirmé qu'ils ne permettraient pas que le prix des combustibles monte. On ne peut remédier à ce genre d'extravagance en donnant à ces irresponsables d'autres milliards de dollars à gaspiller. Voilà ce qu'ils nous demandent, des milliards de dollars de plus. Ils demandent un milliard par ci, un milliard par là. Cela n'a aucune importance pour notre ministre des Finances. Quelques centaines de milliers de chômeurs par ci, quelques centaines de milliers par là, peut-être un autre million, pourquoi s'en soucierait-il? Il n'y a qu'à établir un poste de travail supplémentaire à la Monnaie royale, et le tour est joué pour ce gouvernement de bouffons.

Techniquement, on peut dire que le Canada est en faillite depuis près de trois ans. Que dire d'autre quand un pays accuse un déficit de 20 p. 100 de ses recettes annuelles? Voilà pourquoi le dollar canadien est en difficulté et baisse encore. J'entends un autre éminent économiste de là-bas. Voilà pourquoi le dollar est en baisse. Voilà pourquoi nos réserves en devise américaine sont en-deçà de la limite statutaire. Voilà pourquoi nos exportations et notre balance des paiements s'en ressentent. Un gouvernement dépensier et prodigue dilapide le patrimoine du peuple canadien, transmettant dette par-dessus dette aux générations futures. C'est voler Pierre, non pour payer Paul, mais simplement pour poursuivre l'application de la politique de gaspillage.

Avant les élections, nous avons vu l'actuel ministre des Finances courir à travers le Cap Breton—s'il est possible de concevoir pareil spectacle—promettant 50 millions à Sysco pour acheter des voix. Voilà leur sens moral. Quel spectacle triste et dégradant que de voir cet homme d'apparence fort honorable réduit à acheter des voix de la façon la plus flagrante et la plus extravagante. Bien sûr, rien de tout cela ne figure dans le budget car s'ils avaient peur à ce moment-là, ils s'attendent maintenant à rester au pouvoir quelques années encore.

Ainsi, la main de fer du libéralisme, la main de fer du premier ministre se manifeste encore. Sa réponse, c'est d'écraser. Ce budget ne représente pas ce qu'il en coûte pour gouverner le pays. Il représente le prix à payer pour que les libéraux restent au pouvoir. Voilà le sens réel de ce document. C'est un bel exemple d'inflation politique de la pire espèce.

Le ministre a présenté son budget comme un magicien sortant un lapin de son chapeau. Sauf que ce n'est pas un lapin qui est sorti, mais bien un boa constrictor!

Tom Gould, commentateur connu pour sa sincérité et son honnêteté, a dit ce matin que le ministre avait évité de